

Le magazine de la Fédération des Organisations de Jeunesse libérales²

LIBRE²

N°14



bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE



LA RÉFORME DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À la rencontre de Rozina Spinnoy | Focus sur le CELN
Carte blanche de Manon Tournay | Nos OJ et leurs projets

LIBRE² | NUMÉRO 14 | MAGAZINE TRIMESTRIEL | JUIN - JUILLET - AOÛT 2018 | WWW.JEUNESETLIBRES.BE

N° d'agrément : P918236 - Bureau de dépôt : Bruxelles X - Jeunes & Libres asbl - Éditeur responsable : Gautier Calomne, Président - Avenue de la Toison d'Or, 84-86 à 1060 Saint-Gilles

Édito

Chère amie, Cher ami,

Encore quelques efforts et nous serons à la fin de l'année scolaire. Le retour de l'été marque le début des grandes vacances et une période très chargée pour certaines de nos Organisations de Jeunesse (OJ). Je souhaite d'ores et déjà du courage à Délipro Jeunesse, à ReForm et aux Jeunes Mutualistes Libéraux pour les nombreux stages que ceux-ci vont assurer ainsi qu'à SIDA'SOS et aux RYD pour les nombreuses activités de sensibilisation qu'ils vont réaliser auprès des jeunes.

Dans ce *Libre*² numéro 14 du mois de juin, nous sommes partis à la rencontre de Rozina Spinnoy. Écossaise de naissance et Bruxelloise de cœur, Rozina vit depuis 16 ans dans la Capitale belge et nous fera découvrir le Business Improvement Districts Belgium. Cette association internationale vise à soutenir les citoyens actifs, les entreprises, les organisations à but non lucratif, les communes, villes et régions dans le but de faciliter la régénération socioéconomique de zones précarisées.

De plus, *Jeunes & Libres* a rendu visite au Cercle des Étudiants Libéraux de Namur et à son dynamique président, Adrien Pironet. L'accent sera également mis sur la réforme du code des sociétés élaborée par le Ministre de la Justice concernant les asbl. Manon Tournay, stagiaire chez SIDA'SOS aura quant à elle carte blanche dans le présent numéro ! Et comme toujours, vous retrouverez toute l'actualité de nos OJ.

Je vous souhaite une agréable lecture et de très bonnes vacances aux étudiant(e)s ainsi qu'à tou(te)s celles et ceux qui auront la chance d'en profiter.

À très bientôt,
Gautier Calomme
Président



[f facebook.com/jeunesetlibres](https://www.facebook.com/jeunesetlibres) [in linkedin.com/company/jeunes-&-libres-asbl](https://www.linkedin.com/company/jeunes-&-libres-asbl) [You Tube](https://www.youtube.com/channel/UC...) Jeunes & Libres

Jeunes & Libres asbl est une Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles

En bref

Nouvelle présidence pour la CCOJ

Le 5 mars, Nadia Cornejo, secrétaire générale du CJC, et Mathieu Midrez, assistant politique de la COJ, sont devenus respectivement présidente et vice-président de la CCOJ. Ils succèdent à Benjamin Cocriamont et Ana Etxaburu. On retiendra notamment de leur mandat une procédure de renouvellements d'agrèments sereine pour plus de 100 associations, une journée des OJ regroupant une cinquantaine d'organisations ainsi qu'un rapport d'activités de la commission à nouveau soumis au Gouvernement. Souhaitons à Nadia et Mathieu un mandat fructueux et riche en échanges !

Commun'OJ

2018 marque le début de deux années électorales. Les scrutins de cette année se focaliseront sur les niveaux communal et provincial. Qu'il soit candidat, militant, électeur ou encore acteur associatif, chaque citoyen sera concerné par ceux-ci.

Au sein de notre fédération, nos membres ont également souhaité, en cette année électorale, faire connaître collectivement leurs besoins auprès des pouvoirs publics mais également des candidats et futurs élus. C'est ainsi qu'est né le projet Commun'OJ car il est primordial de mettre en place une

politique jeunesse communale ambitieuse, notamment grâce à nos OJ et à leurs actions.

Partant de ce double postulat, un mémorandum vous présentera ce qu'est une commune, ainsi que les particularités des prochaines élections. Afin de faire en sorte que le projet Commun'OJ soit davantage utile aux jeunes qui voteront pour la première fois, un dossier pédagogique, permettant d'aborder les élections communales avec les jeunes à l'école mais également en-dehors de celle-ci, viendra compléter ce document. Il sera disponible pour la rentrée des classes de septembre 2018.

Ce beau projet fédérateur a été lancé le 1^{er} mai permettant ainsi d'échanger avec plusieurs acteurs politiques et citoyens autour de la question. Vous pouvez retrouver notre mémorandum sur notre site internet ou le commander gratuitement pour le recevoir par voie postale.

Réforme APE

Les dernières semaines ont été marquées par les diverses sorties du Ministre de l'Emploi wallon Pierre-Yves Jeholet (MR) concernant la réforme des APE, ce dernier estimant que le mécanisme avait été dévoyé de son but premier ; à savoir l'insertion d'un public fragilisé. Sans rentrer dans une technicité trop

importante, cette réforme ambitieuse de transformer ces aides à l'emploi en subsides structurels. Ceux-ci seront calculés sur la moyenne des subventions APE perçues en 2015 et 2016 majorée du montant des réductions de cotisations, qui seront désormais à charge de l'employeur. Pour les Organisations de Jeunesse, c'est un accord de coopération entre la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles qui régira la question de ces subsides. Une telle réforme engendre bien évidemment son lot d'inquiétudes chez les employeurs qui se posent de nombreuses questions. Il importe que l'Unipso puisse représenter au mieux le secteur non-marchand dans les concertations à venir. La priorité doit être donnée aux échanges constructifs plutôt qu'aux sorties médiatiques opportunistes.

1^{er} mai en fête !

Lors du 1^{er} mai notre traditionnel stand *cheesebox* en partenariat avec la FEL et les Jeunes MR a permis aux visiteurs de se faire tirer le portrait et d'emporter avec eux un souvenir original de cette journée. A nouveau, Jeunes & Libres était également en charge du Village des Enfants. Grâce à l'investissement de nos animateurs et bénévoles, ce sont plus de 180 enfants qui ont pu s'amuser lors de différentes activités pendant que leurs parents célébraient le travail. Une belle journée ensoleillée placée sous le signe de la convivialité.

LA RÉFORME DU DROIT DES SOCIÉTÉS. OPPORTUNITÉ OU MENACE POUR LES ASBL ?

Elaborée par le Ministre de la Justice Koen Geens (CD&V), la réforme du droit des sociétés est l'un des grands chantiers amorcés par le Gouvernement fédéral au cours de la législature actuelle. Les objectifs de celle-ci sont d'intégrer les normes européennes aux codes des entreprises avec une volonté de modernisation, de simplification et de flexibilisation. Les différents changements entreront en vigueur progressivement en 2018 et s'appliqueront pleinement d'ici 2020.

Les Organisations de Jeunesse seront directement impactées par cette réforme puisque les asbl seront considérées comme des entre-

prises, c'est-à-dire « comme une personne physique ou morale poursuivant de manière durable un but économique ». Désormais, ce qui distinguera les asbl des sociétés sera la redistribution ou non de bénéfices, le but de lucre n'étant plus le critère distinctif. Moyennant le respect de cette condition, les asbl pourront poursuivre une activité principale considérée comme commerciale ou générer des bénéfices. Cette réforme a déjà engendré au sein du tissu associatif bon nombre d'inquiétudes. L'objectif de cet article ne sera pas d'être exhaustif sur une réforme de plusieurs centaines de pages mais de pointer certains aspects importants directement en lien avec les OJ.

Vers une simplification administrative

L'une des conséquences de cette réforme sera une simplification administrative pour les asbl. En effet, celles-ci ne devront plus déposer au greffe du Tribunal de Commerce les formulaires de publication au Moniteur belge mais uniquement auprès de la Banque Carrefour des Entreprises (BCE). L'inscription auprès de celle-ci sera gratuite et la publication pourra se faire directement via



internet. Une simplification considérable pour tous les responsables administratifs ! Néanmoins, il sera essentiel que cet outil soit directement opérationnel afin que la simplification soit réellement effective. L'exemple du Cadastre SICE, outil informatique servant à justifier les subsides à l'emploi, nous ayant prouvé que la volonté ne suffit pas. Un outil informatique instable transforme une réelle avancée en un nouveau fardeau.

Le Tribunal de l'entreprise

Avec cette réforme, les asbl relèveront désormais du Tribunal de l'entreprise. L'intérêt pour les asbl est que ces futurs tribunaux compteront en leur sein des juges consulaires (personnes n'étant pas juges de profession mais ayant une expertise sectorielle) qui seront issus du monde associatif. Il y aura donc parmi ceux-ci des personnes ayant une connaissance approfondie du secteur associatif.

La faillite d'une asbl

Depuis le 1^{er} mai 2018, la question de l'insolvabilité des asbl a également évolué. Auparavant, la seule manière de mettre fin à une asbl était la dissolution volontaire ou judiciaire. Dorénavant, les associations peuvent bénéficier de procédures visant à les redresser, à sauvegarder une partie de leurs activités ou encore à les déclarer en faillite. Quand on connaît la charge émotionnelle et personnelle qui peut survenir lors de la fin de vie d'une asbl, voilà une avancée qui devrait permettre de gérer de tels événements plus sereinement.

Préserver l'identité des asbl

Bien évidemment, une réforme d'une telle ampleur amène aussi son lot d'inquiétudes pour les asbl et il est essentiel que le Gouvernement fédéral concerte autour de cette question les secteurs associatifs francophone et néerlandophone. En effet, il ne faudrait pas que ces futurs changements modifient l'essence même de ce qui fait le tissu associatif, à savoir l'engagement volontaire.

Une nouvelle concurrence ?

Certains acteurs associatifs se sont inquiétés de savoir si cette réforme n'allait pas entraîner une concurrence accrue pour les asbl, que ce soit entre elles ou vis-à-vis d'acteurs privés. Cette inquiétude est légitime d'autant plus pour le Secteur Jeunesse qui a, selon la formule consacrée, une obligation de moyens et non de résultats. Il serait cependant bon d'admettre enfin que le secteur associatif est, dans les faits, un secteur où règne déjà la concurrence. Que ce soit dans la recherche de subsides, de collaborations ou bien de nouveaux membres, le secteur des OJ ne fait pas exception à la règle.

De même, le non-marchand revendique régulièrement, et à juste titre, son importance en termes de travailleurs et *in fine* au sein de la vie économique belge. Dès lors, il n'est pas choquant que les asbl s'inscrivent dans un cadre législatif commun avec les sociétés. Plutôt que de continuer à soutenir que les associations baignent dans un secteur imperméable à la concurrence, il convient de se demander comment celles-ci peuvent évoluer dans un monde dominé par l'économie de marché tout en préservant leur identité et leurs valeurs. Quant à la question de savoir si toutes les asbl seront soumises à la TVA, il est important de rappeler que le Ministère de la Justice ne se charge pas de réforme fiscale et que l'assujettissement à la TVA ne dépend pas du statut d'une association mais de la nature de son activité.

La loi conférant aux asbl une personnalité juridique date de 1921 et a été modifiée en 2002. Il est indéniable qu'en 97 ans, le fonctionnement et l'identité des asbl ont radicalement changé. Dès lors, il n'est pas illogique de voir le cadre législatif encadrant celles-ci évoluer. Si elle est le fruit d'une véritable concertation, cette réforme fera entrer les asbl dans le XXI^{ème} siècle, l'économie de marché et l'ère du numérique. ■

Benjamin Cocriamont





FOCUS

Sur le CELN

Lors de la dernière édition, nous vous avons présenté l'antenne liégeoise de ReForm avec sa coordinatrice, Caroline Demey. Cette fois-ci, nous restons en Région wallonne mais nous changeons de province et d'Organisation de Jeunesse. Direction Namur pour rencontrer Adrien Pironet, le président du CELN, section locale de la FEL.

Présentation du CELN

Le Cercle des Etudiants Libéraux Namurois existe depuis déjà une dizaine d'années et il est la section namuroise de la Fédération des Etudiants libéraux (FEL). Ce cercle a vu le jour grâce à l'ensemble des étudiants motivés de l'époque. Leur volonté était de créer un lieu de débats, d'échanges et de favoriser des rencontres au sein de l'Université de Namur. Grâce à la création de ce cercle, l'université de Namur s'est vu dotée de son premier cercle étudiant politique. Actuellement, ce cercle étudiant se veut toujours un lieu d'amitié mais aussi de défense des idées et des valeurs libérales.

Le cercle existe et vit, tout d'abord, grâce aux étudiants qui le composent. Il ne s'agit pas exclusivement d'étudiants de l'UNamur, puisqu'il rassemble des étudiants hors université de l'ensemble de la province namuroise. Il se veut ouvert à tous ceux voulant s'y investir et défendre la doctrine libérale. Nos membres proviennent majoritairement des facultés de droit, de sciences politiques, de communication et d'économie. De par leur formation, ce sont souvent ceux qui sont le plus intéressés par le débat politique ou par les sujets traités au sein du cercle.

Les activités

Deux types d'activités reviennent régulièrement. Il y a les conférences ou les débats en fonction de l'actualité, qui se veulent plus formels. On retrouve également les dîners-rencontres avec des personnalités politiques. Dernièrement, le cercle a organisé un repas avec son nouveau parrain, David Clarinval. Dans ce genre d'événements, les échanges concernent toujours l'actualité mais dans un cadre plus informel permettant aux invités d'être dans une discussion plutôt que dans la défense d'idées.

Au quotidien, les étudiants gèrent leurs réseaux sociaux afin de relayer l'actualité en réaffirmant la doctrine libérale de la FEL. Sur ces réseaux ou sur les groupes Facebook de cours, leur objectif est aussi de débattre de sujets avec les étudiants. Il s'agit du premier contact établi avec la communauté estudiantine pour le cercle afin d'amorcer le débat. Cela permet aussi d'assurer la diffusion des campagnes comme « Bleus de l'Europe » ainsi que d'autres publications de la FEL dont le *Libertines*, le magazine officiel de la Fédération. La partie la plus importante du travail journalistique réside dans la rencontre avec les étudiants du campus mais aussi avec les autorités académiques.

RENCONTRE AVEC ADRIEN PIRONET, PRÉSIDENT DU CELN

Bonjour Adrien, pourrais-tu te présenter ?

Je m'appelle Adrien Pironet, j'ai 20 ans et je suis étudiant en droit à l'UNamur. Je suis aussi le président du Cercle des Etudiants Libéraux namurois, le CELN. J'occupe cette fonction depuis le début de cette année académique 2017-2018.

Pourquoi as-tu choisi de t'investir au CELN ?

Ce qui m'a attiré dans ce cercle est, tout d'abord, le partage des valeurs libérales. De plus, à Namur, il n'y a pas beaucoup de cercles d'étudiants politiques actifs. La force de notre cercle est la relation d'amitié qui s'est établie entre les membres. Tout

le monde se connaît et chacun partage les mêmes valeurs ainsi que la même motivation.

Quel est le rôle du CELN au sein de l'université ?

Notre premier rôle est de promouvoir les idées libérales. Au-delà de cela, on est un lieu de rencontres et de discussions avec les autres étudiants. On regrette, parfois, de ne pas avoir d'autres cercles politiques au sein de l'université, contrairement à l'ULB ou Saint-Louis. L'absence d'autres cercles politiques s'explique, peut-être, par le manque d'intérêt de la population estudiantine namuroise. D'ailleurs, le campus n'est pas politisé comme c'est le cas ailleurs. Pour moi, le rôle du cercle reste la formation de CRACS auprès des jeunes.

Quels liens entretenez-vous avec la FEL ?

C'est à la fois notre maison-mère et notre relais. La FEL rassemble l'ensemble des initiatives des sections locales porteuses de leurs spécificités et permet que celles-ci soit échangées et partagées vers les autres cercles membres mais aussi les jeunes en général.

Il faut voir le national comme un organe de coordination et de support pour les cercles. La relation que nous entretenons avec lui est à double sens. Afin de favoriser cette relation, l'ensemble des présidents des sections locales font partie du Conseil d'Administration de la FEL.

En quoi l'ancrage namurois se ressent-il dans la vie du CELN ?

Ce n'est pas une question évidente... Nos activités portent un peu plus sur le local et la réalité namuroise vu que l'on touche principalement les jeunes de la province.

Nos activités se déroulent dans la région et pour renforcer cet ancrage, nous invitons aussi des personnalités locales comme David Clarinval qui est d'ailleurs devenu récemment notre parrain.

Quelles sont les défis rencontrés par le CELN ?

Le défi le plus important est d'être le seul cercle étudiant politique de Namur. Nous sommes à l'initiative de ce que nous faisons et nous n'avons pas la possibilité de créer des partenariats avec d'autres cercles politiques pour développer des activités de plus grande envergure. Nous voulons développer et ancrer l'aspect politique au sein de notre université et plus largement au sein de la jeunesse namuroise. Un autre défi qui me tient à cœur est le développement de CRACS au sens large au sein de la population étudiante de mon université.

Quelle est votre vision pour le futur du CELN ?

Grâce à notre parrain, nous espérons pouvoir élargir notre public cible afin que le CELN devienne un outil de discussions et d'échanges avec l'ensemble des étudiants, libéraux ou non. Notre objectif est de conscientiser les étudiants sur l'importance de l'implication citoyenne et politique. Nous voulons réaffirmer et renforcer notre ancrage local, ici, à Namur et créer des collaborations avec les sections locales des Jeunes MR et du MR mais aussi avec d'autres acteurs socioéconomiques et culturels de la province. C'est grâce à ces partenariats que nous pourrions pérenniser la présence du cercle au sein de l'université. ■

Propos recueillis par Renaud Fleusus



CELN - Cercle des Etudiants Libéraux Namurois



Retrouvez en vidéo notre rencontre avec Adrien Pironet sur notre site : www.jeunesetlibres.be



À LA RENCONTRE DE ...

Rozina est originaire de Glasgow, en Écosse. Elle vit à Bruxelles depuis seize ans dont les six premières années à Molenbeek et les dix dernières à Koekelberg avec son époux et ses trois fils. Elle porte différentes casquettes, à la fois *design strategist* et entrepreneure sociale.

ROZINA SPINNOY

Qui êtes-vous Rozina et quels sont vos projets ?

Quand je suis arrivée en Belgique en 2002, je travaillais dans le domaine de l'accueil client

dans différents secteurs, jusqu'au design d'hôtels. J'ai ainsi évolué dans un environnement mondial et international.

J'ai décidé, après avoir accouché de mon troisième enfant, de développer ma propre société. J'ai donc mis sur pied Design2Style, avec mon collaborateur et mari, Werner. Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans la rénovation, l'architecture d'intérieur et la stratégie de promotion, à la fois pour des projets particuliers mais aussi commerciaux. Il était intéressant de connaître le marché local et d'avoir un mélange de clients locaux et internationaux.

Au cours des dernières années, je me suis de plus en plus intéressée à mélanger d'une part les perspectives d'une entreprise mondiale et d'autre part l'environnement local et communal. Cela m'a amené à faire des recherches sur une variété de sujets autour du concept de « communauté » et sur la façon dont nous concevons les communautés inclusives.

J'ai cherché et réseauté intensivement, que ce soit en participant à de nombreux réseaux et conférences à la Commission européenne et au Parlement européen, ou en assistant à de nombreuses conférences, à la fois nationales et internationales. J'ai cherché comment nous pouvions créer de la valeur au travers de collaborations et de liens entre différents secteurs et différents acteurs.

Tout cela m'a donné l'idée de fonder le Belgium Design Council, utilisant la stratégie de conception pour des défis sociétaux et en s'éloignant de l'approche esthétique de la conception pour laquelle j'ai travaillé à Design2Style.

J'ai également fondé l'organisation à but non lucratif Business Improvement Districts (BID's) Belgium. Les BID's existent depuis les années 60-70 et sont présents partout à travers le monde. Le principe est simple : cibler une zone géographique et créer des collaborations. Par conséquent, nous encourageons le développement économique dans différentes zones et communautés.

Nous forgeons des partenariats avec d'autres organisations nationales, telles que BIDs Scotland ainsi que d'autre BIDS dans le monde. De plus, nous contribuons à comprendre comment les communautés peuvent créer une régénération socioéconomique grâce à des collaborations multipartites.

En Belgique, nous travaillons avec Gand, au travers de Puur Gent. Nous avons davantage de collaborations en Flandre mais nous nous intéressons aussi à la Région wallonne.

Dans la plupart des autres pays, les BIDs sont soutenus et reconnus par le gouvernement. En Belgique, l'approche est différente car elle est plus inclusive, créative et proche du citoyen. Ce serait super d'avoir le soutien des différents cabinets ministériels ! L'engagement citoyen est un élément crucial pour BIDs Belgium.

Quelle est votre vision de la citoyenneté ?

La citoyenneté est définie comme le statut juridique d'une personne d'un pays particulier. J'ai la chance de vivre au cœur de l'Europe, à Bruxelles. Je suis une citoyenne européenne, avec la nationalité britannique. Bien sûr, cela restera le cas jusqu'à ce que la Grande-Bretagne quitte formellement l'UE. J'espère obtenir d'ici là la nationalité belge. Dans un contexte plus large, je me considère comme une « citoyenne du monde ». Je crois qu'il s'agit d'avoir les valeurs humaines fondamentales telles que le respect, l'intégrité, l'honnêteté, être responsable tout en ayant de la compassion ; et de les respecter. Je crois que la citoyenneté consiste à défendre ces valeurs pour être un « bon » citoyen.

En tant que citoyens actifs, nous avons le pouvoir de changer, de contribuer et d'attirer l'attention sur de nombreux problèmes qui affectent nos vies et nos concitoyens.

Je me considère comme une citoyenne active, une mère et un entrepreneur sociale dans ma commune de Koekelberg, à Bruxelles et au-delà, que ce soit pour sensibiliser à des questions comme l'inclusion, la diversité ou la santé mentale.

C'est mon droit démocratique de contribuer à la société. Je vois également la citoyenneté comme part essentielle de notre démocratie. Je crois que nous sommes tous des citoyens. Même les politiques sont des citoyens d'une certaine manière.

Par conséquent, les politiques et ceux qui sont au pouvoir doivent à leur tour adhérer à ces valeurs de citoyenneté en étant transparents, ouverts et honnêtes, et ainsi reconstruire la confiance avec les citoyens. Ce n'est malheureusement pas toujours le cas.

Comment la digitalisation peut-elle développer la citoyenneté ?

De nombreux aspects peuvent contribuer à renforcer une citoyenneté active, surtout avec les nombreuses plateformes numériques actuellement disponibles. Il existe des modèles de bonne gouvernance qui ont mis en place des plateformes de participation et de transparence pour les organisations gouvernementales et civiques.

Les gouvernements prennent également conscience de la montée des citoyens actifs et certains mettent en place des environnements pour collecter des idées et lever des budgets participatifs. C'est un bon début mais il y a encore du chemin à faire.

Comment pouvons-nous encourager les jeunes à s'investir activement au sein de la société ?

Je crois qu'à Bruxelles et à travers toute la Belgique, nous avons beaucoup de citoyens actifs, d'innovateurs et d'entrepreneurs sociaux au sein d'écosystèmes dynamiques, qui participent déjà à la société. Ils doivent être encouragés et soutenus. Il doit y avoir plus d'investissement et d'engagement de la part de tous les acteurs sociaux pour nos jeunes.

Ensemble, nous devons continuer à tendre la main et à encourager nos jeunes à s'impliquer davantage dans les défis qu'ils rencontrent et qui touchent la société dans son ensemble. Ainsi, nous écouterons réellement la voix des jeunes.

Les gouvernements ont ici un rôle à jouer afin repenser la façon dont ils peuvent rétablir la confiance en s'engageant et en étant attentifs aux préoccupations des jeunes et en fin de compte agir dans leur intérêt.

Pour moi, l'éducation à la citoyenneté commence à la maison et à l'école. Je crois que nous devons développer les compétences et renforcer la confiance dans nos jeunes afin de créer des environnements inclusifs « sûrs » et sains. Ceci est encore lié à la volonté non seulement de se parler mais d'être entendu et écouté par la société.

Quelle est votre vision de la société de demain ?

Avec la transformation digitale, demain approche de plus en plus vite. Je souhaiterais que l'aspect humain de notre société soit davantage mis en exergue. J'aimerais une société plus inclusive, plus juste et équitable.

Une société où la fracture socioéconomique diminuerait et où nous vivrions dans une société plus durable et saine pour nos enfants. Une société où l'éducation, inspirée des objectifs de développement durable des Nations Unies, jouerait un rôle clé et prioritaire. Une société où les gouvernements et les politiques regarderaient au-delà de leur mandat et créeraient vraiment une vision et une stratégie pour plus d'inclusion. Une société où nous pourrions redessiner nos gouvernements et notre système démocratique pour qu'ils représentent réellement tous les citoyens de demain. Une société avec une vision commune créant véritablement un impact à long terme pour notre société.

Ce serait un bon début pour envisager la société de demain. Mais demandons aux autres : « Que souhaitez-vous pour demain ? » ■

Propos recueillis par Renaud Fleusus et traduit de l'anglais par Adrien Pauly

CARTE BLANCHE

HPV : TOU-TE-S CONCERNÉ-E-S !

*Par Manon Tournay, stagiaire
chez SIDA'SOS*

Avez-vous déjà entendu parler du HPV ? Avant d'être stagiaire chez SIDA'SOS, je ne le connaissais pas, pourtant il est responsable de nombreux cancers et de condylomes. Le souhait de SIDA'SOS ? Faire comprendre que les femmes ne sont pas les seules concernées par le HPV et obtenir le vaccin pour tous, filles comme garçons.

Le HPV, c'est l'abréviation de « Human Papilloma Virus », l'IST la plus fréquente au monde. 80% des personnes, garçons et filles, seront en contact avec au moins une ou plusieurs souches du virus au cours de leur vie. Les filles ont la chance d'obtenir l'un des trois vaccins contre le HPV en deuxième secondaire, et ce gratuitement. Mais pas les garçons. Heureusement pour moi, je suis une fille, alors j'ai été vaccinée gratuitement. Mais pourquoi mon frère ne l'a pas été alors qu'il a autant de chance d'être infecté que moi ? Déjà là, il y a un problème.

Le HPV n'implique pas que le cancer du col de l'utérus

Alors oui, mon frère peut avoir accès au vaccin en pharmacie, mais lui ne sera pas remboursé. En plus, on est trop peu au courant de l'existence d'autres vaccins qui sont pourtant plus couvrants. J'ai en effet appris chez SIDA'SOS que le vaccin que j'ai reçu ne protège que contre



2 souches du HPV et pas contre les condylomes (verrues génitales). En réalité, il existe plus de 200 souches de virus dont 40 peuvent infecter ma peau ou mes muqueuses génitales. Car le HPV n'implique pas que le cancer du col de l'utérus, comme beaucoup le pensent : il peut impliquer d'autres cancers tels celui de la vulve, de l'anus, du vagin, du pénis, de la gorge, du pharynx et des condylomes. J'aurais pu être protégée contre plus de souches, dont

celles responsables des condylomes. Si j'ai reçu le vaccin moins couvrant, c'est sans doute parce qu'il est le moins cher...

134,52 € par injection !

Pourquoi je ne me fais pas administrer un vaccin plus couvrant puisqu'il est accessible en pharmacie ? Car il n'est remboursé que jusqu'à 18 ans pour les filles et je n'apprends qu'à 22 ans qu'il en existe deux autres plus couvrants. Avant 18 ans, j'aurais pu bénéficier du plus couvrant pour 11,90€ par injection mais maintenant, il me coûterait 134,52€ par injection ! Si on sait que les personnes les plus susceptibles d'être infectées ont entre 18 et 25 ans, pourquoi n'étendons-nous pas le remboursement des vaccins à 26 ans pour tou-te-s ?

Éviter 1,5 millions de décès en plus par an

Plus tard, lorsque j'aurai des enfants, j'aimerais qu'ils soient en bonne santé. Maintenant que je connais mieux le HPV et ses conséquences, mon souhait serait que le vaccin le plus couvrant soit administré aux garçons comme aux filles, parce qu'on est tou-te-s concerné-e-s. Si la couverture vaccinale atteint 80%, l'OMS affirme qu'on pourrait éviter 1,5 millions de décès en plus par an et plus de 16 000 cas de condylomes. Alors, à quand le vaccin pour tou-te-s ? ■



© Jeunes & Libres



© Jeunes & Libres



© Jeunes & Libres



© Jeunes & Libres



© Jeunes & Libres



© Jeunes & Libres

PHOTOBOTH

Aperçu de Générations en jeu

Par Julie Fiora

Depuis janvier, les jeunes élèves de l'Institut de la Sainte Famille d'Helmet ont investi deux maisons de repos schaarbeekoises, encadrés par les animatrices de l'asbl Besace. Au fil des animations, les liens se créent, les langues se délient et des vocations se révèlent même !

Le projet « Générations en jeu » a été construit en partenariat avec les professeurs des élèves de 3^e en techniques sociales. Il s'articule autour de 6 après-midi de rencontres intergénérationnelles, sur base de jeux de société et d'interviews croisées. « Générations en jeu » a pour objectifs de promouvoir et de créer les liens intergénérationnels, interculturels et solidaires, de permettre aux jeunes de s'engager dans une solidarité de proximité, de favoriser la transmission des savoirs, savoir-être et savoir-faire mais aussi de lutter contre l'isolement des personnes âgées. Après quelques rencontres en maison de repos, l'heure d'un premier bilan est venue.

Il a fallu un moment pour qu'élèves et résidents apprennent à s'apprivoiser et dépassent leur retenue mutuelle. En effet, c'était un peu impressionnant pour les plus jeunes comme pour les plus âgés, de se retrouver face à un grand nombre d'inconnus d'une tout autre génération. Mais grâce aux questions préparées par les élèves pour la première animation, les discussions se sont tissées petit à petit et les liens n'ont pas tardé à se créer.

La première animation a pris la forme d'un « speed-dating » durant lequel les élèves tournaient de table en table afin de rencontrer chaque résident individuellement. Ils avaient préparé une série de questions pour l'occasion, mais ont vite réussi à s'en détacher pour favoriser les discussions spontanées. Une première impression très positive est ressortie, tant du côté des élèves que

de celui des résidents et du personnel encadrant. C'est même avec impatience qu'ils attendaient tous les animations suivantes !

Et ce sont les jeux de société et la musique qui ont servi de fil rouge par la suite. Les élèves avaient en effet préparé plusieurs petits jeux et un quiz musical, en tenant compte des difficultés potentielles qu'ils pourraient rencontrer en jouant avec des personnes parfois très âgées (problèmes de vue, surdité, pertes de mémoire, etc.). Les résidents quant à eux, avaient chacun choisi un objet les représentant ou leur tenant à cœur et ont pris le temps de l'expliquer eux jeunes.

Quelques complications bien normales sont survenues mais nos adolescents ont su rebondir et s'adapter à la situation. L'un d'eux nous a même révélé qu'il pensait avoir trouvé sa vocation ! Finalement, s'ils ne devaient garder qu'un mot pour décrire ces premières animations, résidents et élèves choisiraient, de façon non exhaustive : « chouette, drôle, bonheur, magique, convivial, adorable, formidable... ». Vivement la prochaine rencontre ! ■

BESACE
ASBL



The Artisan Jump, un projet jeune qui récompense l'esprit d'entreprendre !

Par l'équipe de Délipro Jeunesse

Depuis toujours, Délipro Jeunesse mise sur le développement de l'esprit critique des jeunes en passant par la valorisation des comportements autonomes et responsables. Aujourd'hui, nous voulons servir de tremplin à l'intelligence collective. C'est pourquoi notre OJ lance son tout nouveau projet *The Artisan Jump*.

Pas facile de se lancer dans une carrière en tant qu'artisan quand on est jeune. Il y a les risques financiers, les doutes, les incertitudes... Pourtant, faire de sa passion son métier est une occasion inespérée de se réaliser et de s'épanouir professionnellement. Convaincue que cette voie serait pour beaucoup de jeunes une orientation de choix pour l'avenir, l'équipe de Délipro Jeunesse a voulu les encourager à entreprendre en lançant son projet *The Artisan Jump*.

The Artisan Jump, c'est avant tout un tremplin pour les jeunes artisans belges qui souhaitent faire connaître leur savoir-faire et leurs produits en développant leur entreprise. Avec un concours qui les récompense pour leurs produits mais aussi pour leur parcours, leur motivation, leur créativité et leur volonté de partager, nous voulons les encourager à porter un regard unique et personnel sur ce qu'ils ont à transmettre et les inciter à être des acteurs du monde de demain.

Mais ce projet, c'est aussi la création d'un média jeune et dynamique qui valorise l'artisanat et encourage l'esprit d'entreprendre. Acteurs de

courtes vidéos largement diffusées sur nos réseaux, les cinq lauréats du concours deviendront les ambassadeurs du secteur. Ils auront pour mission de susciter des vocations auprès de leurs pairs. Jour après jour, en livrant au public les facettes d'un métier qu'ils pratiquent avec passion, ils vont montrer que l'artisanat est un secteur qui offre de multiples possibilités et qui permet de s'épanouir professionnellement car il regroupe des métiers de passion, de savoir-faire et de liberté.

Et puisque nous tenons à valoriser les jeunes artisans qui dépassent les difficultés pour prendre pleinement conscience de leur potentiel créatif et artistique, notre équipe permettra à tous les candidats qui ont répondu à notre appel à projet de présenter leur savoir-faire et leurs réalisations lors d'un marché de l'artisan qui se déroulera le 17 novembre 2018 sur le site du Bois du Casier à Marcinelle. ■

Plus d'infos sur
www.theartisanjump.be

Délipro
Jeunesse





Genève 2018 : un grand cru !

Par Antoine Dutry

Les voyages forment la jeunesse... et donc également les CRACS. Après Strasbourg, son Parlement européen et son Conseil de l'Europe en 2017, place à Genève et à ses organisations internationales en 2018.

Véritable centre névralgique de la coopération internationale et de la diplomatie multilatérale, nous nous devons de profiter de ce court séjour à Genève pour nous immiscer quelque peu dans les arcanes de la diplomatie.

Ainsi, la première organisation internationale visitée fut le Palais des Nations (ONU). Et le moins que l'on puisse dire, c'est que les États membres de l'ONU se sont montrés généreux, au vu des nombreuses donations artistiques. En outre, comment ne pas s'enthousiasmer devant la prestigieuse et mythique Salle de la Société des Nations, ou encore la Salle du Conseil, où se tiennent les réunions de la Conférence du désarmement. A chaque salle, son vécu. La seconde organisation internationale visitée était l'Organisation internationale du Travail, dont le but est d'améliorer les conditions de travail au niveau mondial (tripartisme). Cette visite, plus pédagogique, permet aux membres d'en apprendre plus sur la manière de fonctionner des différents organismes constitutionnels qui la composent ou encore au sujet des normes de travail en vigueur dans le monde.

La Suisse, un modèle d'éducation et d'innovation

Preuve que la Belgique n'est jamais loin, nous avons organisé une rencontre avec la Délégation Générale Wallonie-Bruxelles International. Au programme : présentation du système éducatif suisse et de sa capacité d'innovation. Contrairement à la Belgique, la Suisse dispose de la recette miracle pour un enseignement d'excellence. Tout d'abord, en complément de

ses filières universitaires, ce pays se démarque pour avoir mis en place un système éducatif « dual » dont les bienfaits sont nombreux : la formation professionnelle et en apprentissage sont valorisés, et l'alternance constitue une filière à part entière.

De fait, l'enseignement professionnel est largement plébiscité par les jeunes suisses, ce qui contribue au succès de l'économie helvète, fortement demandeuse de ces profils. Par ailleurs, les établissements d'enseignement supérieur suisses occupent généralement de très belles places dans les classements internationaux. Autre élément considérable : la présence en nombre d'étudiants et de professeurs étrangers dans ces établissements, qui contribuent à ce que la recherche scientifique suisse soit de qualité et hautement visible. Ajoutez à cela le fait que les PME et multinationales représentent une large part du soutien au système éducatif suisse, et on obtient là une formation d'excellence.

Inévitablement, l'enseignement prodigué par la Suisse lui octroie un avantage comparatif non négligeable lui permettant d'être un modèle en termes d'éducation et d'innovation. Un exemple à suivre pour la Belgique ? Certainement ! ■





Sous les pavés... la plage !

Par Pierre Tempelhof

À l'occasion des 50 ans (déjà) du mouvement de mai 68, les JML ont invité des jeunes à participer à plusieurs activités organisées dans le cadre du « Village de la Contestation » par le Théâtre de Poche qui s'est tenu du 12 mai au 2 juin.

Nous avons sélectionné un certain nombre d'événements au travers desquels nous vous emmenions à la rencontre, au travers de débats et de spectacles, de l'esprit de « Mai 68 », tout en nous intéressant aux acteurs de la contestation de l'époque mais aussi de la relève actuelle qui, elle non plus, n'a pas sa langue en poche.

Ces activités ont permis aux jeunes de questionner mais aussi d'interpeller les différents intervenants sur les origines de ce mouvement, sur la manière dont il a été mené ainsi que sur les conséquences à l'époque et encore aujourd'hui.

Au programme, nous proposons « CIRCUS '68 », un cabaret burlesque et enragé sur le mytique printemps des barricades, qui nous a fait revivre le plus grand mouvement social de l'après-guerre et ses millions de grévistes. Durant cette contestation des mouvements durables ont pris de l'ampleur : féminisme, écologie, anticapitalisme, mouvement anti-guerre ou encore critique de la famille patriarcale.

Le « Village de la contestation », c'était aussi des rencontres-débats sur le thème des lanceurs d'alertes par exemple. Qui sont-ils ? Qu'est-ce qui les pousse à sortir du silence ? Dans quel cadre juridique et médiatique évoluent-ils ? Autant de questions que se sont posés les spectateurs, intéressés par ce phénomène de société. Ces derniers ont pu également échanger sur « La désobéissance civile, un débat mouvant ». Les militants pratiquant la désobéissance civile

ont leurs modes d'action : l'action directe, l'action non-violente, l'anonymat.

Noël Godin, le célèbre entarteur belge, était aussi de passage. Faisant revivre ses souvenirs de mai 68 et ses nombreux entartages, il nous a plongés dans son imaginaire iconoclaste humoristique-anarchiste.

La journée thématique « La censure et la caricature » a rencontré un vif succès ! Après une rencontre avec des caricaturistes venus partager leur parcours respectif et leurs commentaires sur leurs oeuvres, les visiteurs ont eu droit à une séance de dédicace qui a été prolongée par une présentation des meilleurs exemplaires et couvertures de Charlie Hebdo ainsi que la projection du documentaire « Caricaturistes, fantassins de la démocratie ».

Toutes ces activités étaient bien évidemment accessibles à des prix démocratiques.

Une belle expérience remplie de rencontres suscitant la réflexion ! ■



Mesures de Bonne Gouvernance

MESURES

Jeunes
MR



Diminution du nombre d'administrateurs de 21% dans les intercommunales



Rémunérations conditionnées à la présence effective



Rémunérations plafonnées



Élargissement des incompatibilités pour les fonctions exécutives



Cadastre des rémunérations et des mandats



Extension des règles de transparence aux structures parapubliques



Fixation des jetons de présence selon un barème



Limiter le nombre d'intercommunales par secteur



Recentrer les missions des intercommunales sur l'accomplissement de missions de service public d'intérêt local



www.jeunesmr.be



Le Printemps de la Gouvernance pour un retour de confiance

Par les Jeunes MR

Nous sommes à quelques mois d'une échéance électorale ô combien importante. En effet, les élections locales représentent le scrutin électoral pour lequel les citoyens se sentent le plus directement concernés dans notre paysage institutionnel compliqué. La Bonne Gouvernance sera plus que jamais un gage de sérieux dans cette campagne électorale.

Il y a un peu plus d'un an maintenant, les relations de confiance entre le citoyen, la politique et ses acteurs se sont largement détériorées. L'affaire Publifin, et tous les autres scandales qui ont suivis, ont éloigné les Belges de leurs élus, dans un climat de tension palpable pour tous les mandataires locaux qui se démènent au quotidien sur le terrain. Car, alors que ces agissements honteux ne concernent qu'une minorité, c'est toute la classe politique dans son ensemble qui doit aujourd'hui montrer patte blanche.

Après plus d'un an de relations polaires entre l'électeur et le politique, chez les Jeunes MR, nous nous réjouissons de voir que le Gouvernement wallon ait décidé d'y mettre du sien pour réchauffer l'atmosphère. Une batterie de mesures, qui s'apparentent à un véritable « Printemps de la Gouvernance », a été approuvée au mois d'avril. Ces dispositions viendront mettre fin à des pratiques qui ont résisté bien trop longtemps au changement et au temps. Mais aussi et surtout, ces mesures fortes sont indispensables pour regagner la confiance.

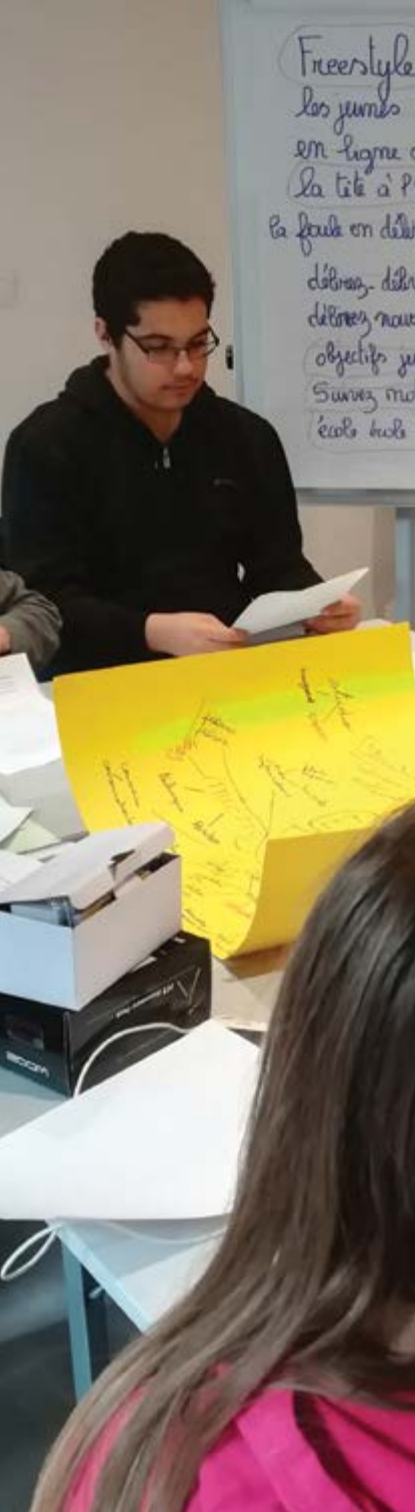
A la suite du scandale de Publifin, les Jeunes MR s'étaient déjà penchés sur ces pratiques. Minutieusement, nous avons alors analysé le système en place et proposé toute une série de mesures de bon sens pour remettre de l'ordre et empêcher

les dérives dans la gouvernance de notre pays. Aujourd'hui, la majorité de ces mesures ont vu le jour sur le terrain institutionnel et les autres sont en passe de devenir effectives également.

Diminution du nombre d'administrateurs de 21% dans les intercommunales, des rémunérations conditionnées à la présence effective, élargissement des incompatibilités, cadastre des mandats et des rémunérations, et bien d'autres encore ! Toutes ces mesures validées par le Gouvernement wallon correspondent aux propositions que nous avons émises et largement relayées à l'époque. Ce sont des résolutions de bon sens sur le chemin, encore long, d'une confiance à retrouver.

Aujourd'hui, nous sommes aux côtés de tous nos jeunes qui se présenteront face aux électeurs le 14 octobre prochain. Ces jeunes que vous aurez l'occasion de croiser sur le terrain et qui défendront des idées novatrices, peut-être parfois un peu impertinentes. Mais elle est là également, la plus-value de la jeunesse ! Car, ce que nous souhaitons rappeler avant tout chez les Jeunes MR, c'est que l'immense majorité des candidats des futures élections locales font et feront de la politique de manière désintéressée, par conviction, par amour de leur commune ou province avant tout. ■





Les jeunes prennent la parole

Par Caroline Forys

ReForm a lancé à la fin de l'année 2017 un « projet jeune » à destination des jeunes de 12 à 18 ans. L'objectif est de créer une émission de radio de A à Z.

Naissance du projet

Ce projet résulte directement d'une demande des jeunes. En effet, l'école de devoirs ReForm à Nivelles participe à l'émission radio « *Périscope* » produite et réalisée par la Coordination des Ecoles de devoirs du Brabant wallon (CEDDBW) et quelques jeunes nous avaient demandé de poursuivre le projet. Nous avons alors choisi de construire avec eux « leur » émission radio. Dès octobre 2017, les jeunes ont reçu une formation accélérée sur 3 après-midis afin de réfléchir au nom de l'émission, de choisir leurs rubriques et de découvrir la partie technique du monde radiophonique (test des micros, etc.).

Pour ce faire, nous avons bénéficié du partenariat avec *radio27.be*, la webradio communautaire du Brabant wallon. L'interview, le micro-trottoir et les *jingles* n'ont plus aucun secret pour eux. Après deux après-midi, le nom de l'émission était voté à l'unanimité : *Freestyle*. Pour les rubriques, nous sommes partis des centres d'intérêts et des envies des jeunes : découvertes, nature, internet, actu ou encore des questions de vocabulaire. Les rubriques sont suffisamment larges pour pouvoir inclure un choix varié de sujets. En outre, elles sont récurrentes d'une émission à l'autre afin d'avoir une structure bien identifiée et pourquoi pas, essayer de fidéliser des auditeurs.

Qu'apporte ce projet ?

Ce projet *Freestyle* rentre dans nos objectifs d'Organisation de Jeunesse et de formation de CRACS par l'approche de différents thèmes citoyens tels que la pollution, l'environnement,

la commémoration de la première guerre mondiale... et surtout par l'implication des jeunes dans toutes les étapes de l'émission. Ils ont carte blanche pour aborder les sujets qu'ils désirent.

Pour les jeunes, ce projet est très enrichissant au niveau de l'expression orale et de l'improvisation. En effet, c'est tout un apprentissage de pouvoir répondre aux questions sans préparation. Attention, qui dit sans préparation, ne dit pas sans connaissance. Pour pouvoir discuter sereinement derrière le micro, la clé est de maîtriser son sujet, de connaître différentes pistes de discussion afin de pouvoir rebondir en fonction de ce que chacun dit. Et cette part du projet est un réel avantage et atout pour les jeunes participants qui pourront en garder des compétences pour les années à venir.

En outre, la webradio est ancrée dans l'air du temps et des Technologies de l'Information et de la Communication (TICS) et permet de développer des compétences telles que la recherche d'informations en ligne et la synthèse de différentes sources de données. ■

POUR ÉCOUTER L'ÉMISSION :

Sur www.radio27.be

ou sur la page Facebook de ReForm

En direct sur radio27.be à 15h les mercredis
25 avril et 23 mai 2018.



Les RYD aux festivals d'été

Par Laura Gonzalez Schena

Amusement ne rime pas avec inconscience !

Les 7 et 8 juillet prochains, retrouvez les RYD avec leur voiture tonneau au So W'happy Festival à Rongy. Durant tout le week-end, ce sont des centaines de personnes qui seront conscientisées à la conduite responsable.

Chaque année, les RYD participent à de multiples festivals dans le but de sensibiliser un maximum de personnes.

C'est au So W'happy Festival à Rongy qu'ils débutent l'été puisque les organisateurs de cet événement ont jugé bon de rappeler aux festivaliers d'adopter les bons gestes concernant la sécurité routière.

Vous pourrez donc retrouver les volontaires RYD le samedi 7 et dimanche 8 juillet de 16h à 22h avec la voiture tonneau lors de ce chouette festival : plusieurs scènes, plusieurs ambiances ! La voiture tonneau est un véhicule ordinaire fixé sur un axe horizontal. Cette installation permet de simuler un tonneau, comme son nom l'indique. Comme pour le crash-test, elle démontre l'importance du port de la ceinture de sécurité. Lors de cette initiation, les participants prennent place deux par deux dans la voiture. Même la tête à l'envers, les passagers constateront que la ceinture de sécurité les garde fermement à leur place !

Avant de prendre place à l'intérieur du véhicule, les volontaires rappellent aux festivaliers qu'il faut toujours boucler sa ceinture, peu importe la place que l'on occupe.

Il leur est également expliqué que l'airbag ne fait pas tout dans un véhicule. S'il amortit fortement les chocs survenant lors d'accidents, il n'a aucune utilité dans le cas où le conducteur et les passagers n'ont pas bouclé leur cein-

ture de sécurité. En effet, l'airbag est comparé à une explosion de par le bruit occasionné lors sa sortie, la poudre blanche qui l'accompagne, son odeur et à cause du fait qu'il soit brûlant dû à une réaction chimique.

De plus, saviez-vous que le poids des éléments est multiplié par 35 lors d'un accident à une vitesse de 50km/h ? Jamais vous n'auriez pensé qu'une simple caisse en carton vide pourrait être dangereuse, n'est-ce pas ? Il est donc nécessaire de penser à attacher les objets encombrants, ou non, présents à l'intérieur du véhicule.

Cet été, les RYD rencontreront encore des milliers de jeunes pour assurer plus de sécurité sur nos routes et, pourquoi pas, recruter de nouveaux volontaires... ■





Collaborer pour mieux sensibiliser

Par Albane Laine

Dans le secteur de la promotion de la santé et de la jeunesse, comme dans beaucoup d'autres secteurs, la collaboration avec divers acteurs est indispensable pour améliorer les actions, s'enrichir des expériences de chacun et de mieux coordonner les différents programmes EVRAS (Education à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle) et, de fait, créer des synergies et éviter les doublons.

Suivant cette logique, SIDA'SOS s'est inscrite dans un véritable travail en réseau, afin de mettre à profit les forces de chacun en fonction des besoins du public et des spécificités des acteurs pour ainsi diminuer les inégalités sociales du point de vue de la santé. A Bruxelles-Ville, dans les communes d'Anderlecht, d'Ixelles et plus récemment de Molenbeek-Saint-Jean, des concertations locales ont été mises sur pied, ainsi que des parcours EVRAS à destination des élèves de 5^e année secondaire.

Le but de ces concertations est de rassembler l'ensemble des acteurs en EVRAS de la commune afin d'établir un état des lieux des animations proposées, pour mieux répartir les forces en fonction d'un plan d'action global organisant l'EVRAS sur l'ensemble du cursus de l'étudiant de la maternelle au secondaire. Ces groupes de travail sont co-gérés avec le PSE (Promotion de la Santé à l'École), les centres de Planning Familial et/ou le service promotion de la santé de la commune mais aussi avec les AMO (Aide en Milieu Ouvert) et les éducateurs de la commune. Le premier groupe de travail a commencé en 2009 sur le territoire de la Ville de Bruxelles.

Animés par des professionnels de la santé et de l'éducation, ces parcours à destination des élèves de 5^e secondaire permettent d'aborder les différentes thématiques de l'EVRAS par le biais d'ateliers ludiques et interactifs. Le parcours dure environ deux heures, et chaque atelier dure en moyenne quinze minutes. Il y a généralement

trois parcours organisés par jour avec à peu près cinquante jeunes par parcours, ce qui laisse la chance à un maximum de classes d'y participer. Environ 700 jeunes sont ainsi sensibilisés pendant chacune de ces semaines riches en échanges.

Les objectifs sont nombreux : approfondir les connaissances des jeunes sur les questions liées à l'EVRAS (contraception, infections sexuellement transmissibles, orientations sexuelles...), encourager et impliquer les jeunes à devenir acteurs de leur santé sexuelle et de leur bien-être, faciliter l'accès pour les jeunes aux différents services, notamment locaux, qui parlent des questions liées à l'EVRAS, lutter contre toute forme d'exclusion ou de discrimination (homophobie, sexisme, sérophobie...), offrir un espace de parole sécurisant en stimulant la parole et l'écoute des jeunes, soutenir les écoles dans la mise en œuvre d'un projet EVRAS au sein de leur établissement, et enfin impulser une dynamique partenariale de promotion de la santé autour des questions de l'EVRAS.

Les valeurs sur lesquelles se fondent l'EVRAS sont les suivantes : le respect de soi et des autres, l'absence de jugement, l'ouverture à la diversité (genres, identités, orientations, pratiques....) et le développement de l'esprit critique des jeunes.

Cette année, trois parcours ont déjà eu lieu avec succès. Le prochain se déroulera à Anderlecht au mois de novembre. ■





Commun'09

Retrouvez le projet des 8 OJ membres de Jeunes & Libres pour les élections communales
sur notre site internet : www.jeunesetlibres.be

